



## PRÉFET DE LA RÉGION RHÔNE-ALPES

DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,  
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT  
DE RHÔNE-ALPES

Service Connaissance Études Prospective  
Évaluation

0541

### ARRÊTÉ n° A 08212P0057 du 14 août 2012

#### Portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

Le Préfet de la région Rhône-Alpes,  
Préfet du Rhône,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu la directive 2011/92/UE, du Parlement européen et du Conseil, du 13 décembre 2011, concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 22 mai 2012 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » ;

Vu l'arrêté du préfet de région Rhône-Alpes du 23 avril 2012 portant délégation de signature en matière d'attributions générales à Monsieur Philippe Ledenvic, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes du 22 juin 2012 portant délégation de signature en matière d'attributions générales aux agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes ;

Vu la demande d'examen au cas par cas, reçue le 17 juillet 2012, enregistrée sous le numéro F 08212P0057 et considérée complète le 24 juillet 2012, relative au projet dit « **reconstruction du pont sur le ruisseau de Tremont – commune d'ARNAYRON** », transmise par monsieur le président du conseil général de la Drôme ;

Vu l'avis de l'Agence Régionale de la Santé du 31 juillet 2012 ;

Considérant que le projet présenté, malgré l'existence, sur le lieu de réalisation, d'un certain nombre d'enjeux environnementaux, n'est pas de nature, par son ampleur et ses impacts à justifier de la production d'une étude d'impact et sous réserve d'une prise en compte adaptée des problématiques relatives aux espèces protégées susceptibles d'être présentes (reptiles et chiroptères) ;

# ARRÊTE

## Article 1<sup>er</sup>

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement et sur la base des éléments fournis par le pétitionnaire, le projet dit « **reconstruction du pont sur le ruisseau de Tremont – commune d'ARNAYRON** », présenté par M le président du conseil général de la Drôme et objet du formulaire F08212P0057, **n'est pas soumis à étude d'impact**.

## Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 (IV) du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

## Article 3

En application de l'article R. 122-3 (IV) précité, le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la préfecture de région.

Fait à Lyon, le 14 août 2012

Pour le préfet de région, par délégation  
le directeur régional

*DREAL Rhône-Alpes*  
*Le directeur régional adjoint*

*Jean-Philippe DENEUVY*

### Délais et voies de recours

#### 1. Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :  
Monsieur le préfet de région Rhône-Alpes

Adresse postale : DREAL Rhône-Alpes, CEPE / Unité EE, 69 453 Lyon cedex 06  
(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

#### 2. Décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux :  
Monsieur le préfet de région Rhône-Alpes

Adresse postale : DREAL Rhône-Alpes, CEPE / Unité EE, 69 453 Lyon cedex 06  
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :  
Madame la ministre de l'environnement, du développement durable et de l'énergie  
Ministère de l'environnement, du développement durable et de l'énergie  
92055 Paris-La-Défense cedex  
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :  
Tribunal administratif de Lyon  
Palais des Juridictions administratives  
184, rue Duguesclin  
69433 Lyon Cedex 03

(Formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou publication de la décision ou, en cas de recours gracieux ou hiérarchique, dans un délai de deux mois à compter du rejet de ce recours).